

THESE DE DOCTORAT

NANTES UNIVERSITE

ECOLE DOCTORALE N° 639

Droit et Science politique - Pays de Loire

Spécialité : *Droit public*

Par

Robinson TCHAPMEGNI

Titre de la thèse

Gouvernance des ressources naturelles et développement durable : Comment repenser les cadres juridiques et institutionnels pour rendre effectif le développement durable en Afrique ?

Thèse présentée et soutenue à Nantes, le 22 décembre 2023

Unité de recherche : Droit et changement social

Rapporteurs avant soutenance :

Mme Agnès Michelot, Maître de conférences HDR, La Rochelle Université

M. Jean-Claude Ngnintedem, Professeur à l'Université de Ngaoundéré

Composition du Jury :

Président : **Mme. Sabrina Robert Cuendet**, Professeur à l'Université de Nantes

Membre invitée : **Mme Odile Delfour-Samama**, Maître de conférences HDR, Université de Nantes

Dir. de thèse : **M. Eric Mondielli**, Professeur à l'Université de Nantes

Titre : Gouvernance des ressources naturelles et développement durable :

Comment repenser les cadres juridiques et institutionnels pour rendre effectif le développement durable en Afrique ?

Mots clés : Gouvernance- Ressources naturelles- développement durable-Afrique

Résumé : La thèse a la prétention de contribuer à élaborer une théorie de la gouvernance des ressources naturelles, minières et énergétiques en Afrique. Elle propose une analyse de fond en comble des problèmes juridiques, politiques, économiques, sociaux, environnementaux et droits de l'homme soulevés par l'exploitation des ressources naturelles sur le continent africain. En effet, le modèle africain de gouvernance des ressources naturelles souffre d'une crise multidimensionnelle, du fait de la mise à l'écart du droit dans la chaîne des valeurs et de l'impact néfaste d'une gouvernance dysfonctionnelle sur le bien-être des populations africaines, ce qui entretient le phénomène de la malédiction des ressources naturelles en Afrique. Le développement durable apparaît au terme de la démonstration, comme une solution robuste et adéquate pour une gouvernance renouvelée, économiquement viable, transparente, raisonnable, équitable et	socialement responsable des ressources naturelles sur le continent, qui inscrit la régulation et durabilité, au cœur de la réponse africaine et globale face à la crise de la gouvernance des ressources naturelles. Le développement local et national des pays africains riches en ressources minières doit selon nos analyses, être porté par les investissements directs étrangers encore faibles sur le continent (moins de 5% des IDEs mondiaux), mais aussi, par le commerce international plus équitable envers le continent ainsi qu'une zone de libre-échange régionale africaine. En tout état de cause, la réflexion met en évidence la nécessité d'une réforme des cadres juridiques et institutionnels à l'œuvre dans les pays miniers africains ainsi qu'une prise en compte des droits de l'homme, une norme universelle de référence pour la régulation des activités extractives sur le continent africain et dans l'industrie minière mondiale.
---	---

Title : Governance of natural resources and sustainable development: How to rethink the legal and institutional frameworks to make sustainable development effective in Africa?

Keywords : Governance -Natural resources -Sustainable development- Africa Abstract: The thesis claims to contribute to developing a theory of governance of natural, mining and energy resources in Africa. It offers a thorough analysis of the legal, political, economic, social, environmental, and human rights issues raised by the exploitation of natural resources on the African continent. Indeed, the African model of natural resource governance suffers from a multidimensional crisis, due to the sidelining of the law in the value chain and the harmful impact of dysfunctional governance on well-being of African populations, which maintains the phenomenon of the curse of natural resources in Africa.	Sustainable development appears at the end of the demonstration, as a robust and adequate solution for a renewed, economically viable, transparent, reasonable, equitable and socially responsible governance of natural resources on the continent, which places regulation and sustainability at the heart of the African and global response to the crisis of natural resource governance. The local and national development of African countries rich in mineral resources must, according to our analyses, be driven by still low foreign direct investment on the continent (less than 5% of global FDI), but also by fairer international trade towards the continent as well as an African regional free trade area. In any case, the reflection highlights the need for a reform of the legal and institutional frameworks at work in African mining countries as well as a consideration of human rights, a universal standard of reference for the regulation of extractive activities on the African continent and in the global mining industry.
--	---